

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 D 00798
Numéro SIREN : 835 280 306
Nom ou dénomination : AURELIE GHAZAL AVOCAT

Ce dépôt a été enregistré le 24/01/2019 sous le numéro de dépôt 9228



1901351701

DATE DEPOT : 2019-01-24
NUMERO DE DEPOT : 2019R009228
N° GESTION : 2018D00798
N° SIREN : 835280306
DENOMINATION : AURELIE GHAZAL AVOCAT
ADRESSE : 12 rue de Ponthieu 75008 Paris
DATE D'ACTE : 2018/08/28
TYPE D'ACTE : DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE
NATURE D'ACTE : TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL
MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

180798

AURELIE GHAZAL AVOCAT
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros
Siège social : Paris (75008), 28, rue Bayard – Immeuble Antin et 16/18, impasse d'Antin
835 280 306 RCS Paris

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 28 AOUT 2018**

DB du 28/8/18

L'an 2018, le 28 août, Madame Aurélie Ghazal, associée unique de la société Aurélie Ghazal Avocat (ci-après la « Société »), a pris les décisions suivantes :

TRB
15

PREMIERE DECISION

06 au 28/8/18

L'associée unique décide de transférer, à compter de ce jour, le siège social de la Société de Paris (75008), 28, rue Bayard – Immeuble Antin et 16/18, impasse d'Antin à Paris (75008), 12, rue de Ponthieu.

En conséquence, l'associée unique décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 5 des statuts :

Ancien libellé :

"ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Paris (75008), 28, rue Bayard, immeuble Antin et 16/18, impasse d'Antin.

Il peut être transféré par la gérance dans tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sous réserve de ratification par décision collective extraordinaire des associés et dans tout autre endroit par décision collective extraordinaires des associés."

Nouveau libellé :

"ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

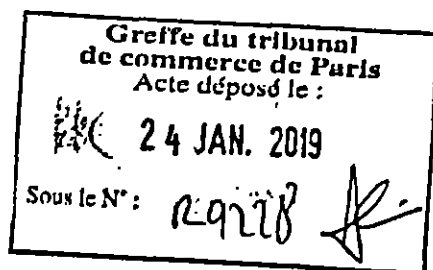
Le siège social est fixé à Paris (75008), 12, rue de Ponthieu.

Il peut être transféré par la gérance dans tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sous réserve de ratification par décision collective extraordinaire des associés et dans tout autre endroit par décision collective extraordinaires des associés."

DEUXIEME DECISION

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer ou faire effectuer toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé après lecture par l'associée unique.



Aurélié Ghazal
Ghazal



1901351702

DATE DEPOT : 2019-01-24
NUMERO DE DEPOT : 2019R009228
N° GESTION : 2018D00798
N° SIREN : 835280306
DENOMINATION : AURELIE GHAZAL AVOCAT
ADRESSE : 12 rue de Ponthieu 75008 Paris
DATE D'ACTE : 2018/08/28
TYPE D'ACTE : STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :

1810798

POUR COPIE CERTIFIEE
CONFORME A L'ORIGINAL
Ghazal

AURELIE GHAZAL AVOCAT

Greffier du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
24 JAN. 2019
Sous le N° :
19278

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros
Siège social : Paris (75008), 12, rue de Ponthieu
835 280 306 RCS Paris

STATUTS
(Mis à jour le 28 août 2018)

ARTICLE 1 - FORME

La Société est de forme société d'exercice libéral à responsabilité limitée. Elle est régie par les présents statuts, les dispositions du Livre II du code de commerce relatives aux sociétés commerciales, la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales et le décret n°93-492 du 25 mars 1993.

Elle peut comporter soit un associé unique lors de sa constitution ou par suite de réunion de toutes les parts en une seule main, soit plusieurs associés lors de sa constitution ou par suite de cession, transmission de parts ou création de parts nouvelles.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet l'exercice en commun de la profession d'avocat telle que définie par la loi. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire de ceux parmi ses membres ayant qualité pour l'exercer.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination AURELIE GHAZAL AVOCAT.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être immédiatement précédée ou suivie de la mention "société d'exercice libéral à responsabilité limitée" ou des initiales "S.E.L.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital.

Le nom d'un ou plusieurs associés exerçant leur profession au sein de la Société peut être inclus dans la dénomination sociale.

ARTICLE 4 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Paris (75008), 12, rue de Ponthieu.

Il peut être transféré par la gérance dans tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe, sous réserve de ratification par décision collective extraordinaire des associés et dans tout autre endroit par décision collective extraordinaires des associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

L'associée unique, Madame Aurélie Ghazal, apporte à la Société en numéraire la somme de dix-mille (10.000) euros formant le capital social.

La somme ci-dessus a été déposée à la banque Caisse d'Epargne Ile de France, ainsi qu'il résulte d'un certificat émis par ladite banque en date du 17 janvier 2018.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix-mille (10.000) euros, montant des apports en numéraire ci-dessus effectués.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Le capital est divisé en dix-mille (10.000) parts de (1) euro chacune, intégralement libérées de leur valeur nominale, numérotées de 1 à 10.000 et toutes attribuées à l'associée unique, Madame Aurélie Ghazal, avocate exerçant son activité au sein de la Société.

L'associée soussignée déclare expressément que ces parts lui ont été attribuées comme indiqué ci-dessus, et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

Plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenu directement par des avocats exerçant leur profession au sein de la Société ou par l'intermédiaire de sociétés mentionnées au 40 du B du I de l'article 5 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

Plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société peut aussi être détenue :

- par des personnes, établies en France ou mentionnées au 6° du B du I de l'article 5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990, exerçant la profession constituant l'objet social de la Société ou par des sociétés de participations financières de professions libérales dans les conditions prévues au II de l'article 6 et au titre IV de la loi précitée du 31 décembre 1990,
- par des personnes, établies en France ou mentionnées au 6° du B du I de l'article 5 de la loi précitée du 31 décembre 1990, exerçant l'une quelconque des professions juridiques ou judiciaires, la Société devant dans ce cas au moins comprendre, parmi ses associés, une personne exerçant la profession d'avocat.

Le complément peut être détenu par des associés répondant aux conditions fixées par la loi.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société, les copropriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 9-2° pour les cessions à des personnes étrangères à la Société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 9 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

9.1. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte sous seing privé ou par acte notarié. Elles ne sont opposables à la Société qu'autant qu'elles ont été signifiées par exploit d'huissier à la Société ou acceptées par elle dans un acte notarié, ou encore après dépôt d'un exemplaire original de l'acte de cession au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités qui précèdent et de celles prévues par les lois et règlement, et, notamment, après dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés d'un exemplaire des statuts modifiés.

9.2. Les parts sociales ne sont jamais librement cessibles. Elles ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux, même entre associés, qu'avec le consentement :

- de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales dans le cas où plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société est détenue dans les conditions prévues au 1° et au 3° du I de l'article 6 de la loi n°901258 du 31 décembre 1990,
- de la majorité des trois quarts des associés exerçant la profession au sein de la Société dans les autres cas.

A cet effet, toute cession à titre gratuit ou onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport en société, apport-scission, apport-fusion ou par voie d'adjudication publique et alors même que la cession ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise aux règles suivantes :

L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts doit notifier son projet à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du ou des cessionnaires proposés, ou leur dénomination, siège social, objet social et numéro d'immatriculation s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des parts qu'il désire céder ainsi que le prix convenu, s'il s'agit d'une cession à titre onéreux. Son projet doit également être porté à la connaissance du Bâtonnier.

Si cette cession est faite au profit d'un tiers en vue de l'exercice de la profession au sein de la Société elle doit être passée sous condition suspensive de l'inscription du bénéficiaire de la cession sur la liste des avocats à un Barreau.

9.3. Dans les huit jours qui suivent la notification visée ci-dessus, la gérance doit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, consulter chacun des associés sur l'agrément du ou des cessionnaires proposés. Chaque associé doit, dans le mois qui suit la réception de cette lettre, faire connaître à la gérance, également par lettre recommandée avec demande d'avis de réception,

s'il accepte ou n'autorise pas la cession projetée et, éventuellement, le nombre de parts qu'il est disposé à racheter.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée qui devra être convoquée dans le délai de huit jours à compter de la réception de la notification à la Société de l'associé cédant.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par la gérance dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au paragraphe 9.2. ci-dessus. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si le cessionnaire proposé est agréé, la cession doit être régularisée, tant à l'égard de la Société qu'à l'égard des tiers, dans le délai maximal de deux mois à partir de la notification de la décision des associés, à défaut de quoi une nouvelle demande d'agrément serait nécessaire.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation du cédant, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément (sauf prolongation de ce délai par décision de justice et sans que cette prorogation puisse excéder six mois) d'acquiescer les parts à un prix fixé, à défaut d'accord entre les parties, par expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. La gérance procède à la répartition des parts entre les associés acheteurs proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent et dans la limite des demandes. Pour les rompus, la priorité reviendra à l'associé le plus ancien et, à égalité d'ancienneté, au plus âgé.

ARTICLE 10 - DECES - EXCLUSION - RETRAIT - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

10.1. Décès

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé.

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants ou les héritiers ou représentants de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant.

Lorsqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans suivant le décès d'un associé ou ancien associé ayant exercé la profession d'avocat au sein de la Société, les conditions légales de répartition du capital de la Société ne sont plus remplies, si ses ayants droit n'ont pas cédé les parts sociales qu'ils détiennent, la Société peut nonobstant leur opposition, décider de réduire son capital du montant de la valeur nominale de leurs parts et leur racheter à un prix fixé dans les conditions fixées à l'article 1843-4 du code civil.

10.2. Exclusion

Tout associé exerçant sa profession au sein de la Société peut être exclu :

- soit lorsqu'il est frappé d'une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice professionnel d'une durée égale ou supérieure à trois mois,
- soit lorsqu'il contrevient aux méthodes, procédures, et règles de fonctionnement de la Société ou aux règles de la profession,
- soit lorsqu'il ne partage plus avec les autres associés l'affectio societatis, les valeurs et principes de la Société, ou que son maintien en qualité d'associé au sein de la Société pourrait remettre en cause le partage des risques ou engager la pérennité de celle-ci.

Cette exclusion est décidée par les associés à la majorité prévue pour les décisions collectives extraordinaires.

L'associé intéressé doit être régulièrement convoqué à l'assemblée générale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception exposant les motifs invoqués à l'appui de la demande d'exclusion. Les parts sociales de l'associé exclu sont achetées par un acquéreur agréé par les associés subsistants dans les conditions des statuts, soit, à défaut, par la Société elle-même, qui doit alors réduire son capital social.

A défaut d'accord sur le prix des parts sociales, celui-ci est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

10.3. Retrait

Tout associé peut, à condition d'en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois à l'avance, cesser son activité professionnelle au sein de la Société.

La cessation d'activité emporte de plein droit perte de la qualité d'associé. Les parts sociales de l'associé retrayant sont achetées par un acquéreur agréé dans les conditions des statuts ou, à défaut, par la Société, elle-même, qui doit alors réduire son capital social, ou encore par les associés restant. A défaut d'accord sur le prix des parts, celui-ci est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

10.4. Interdiction – faillite

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés ou de l'associé unique. Néanmoins, la Société est dissoute de plein droit en cas de radiation de l'associé unique.

ARTICLE 11 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES - EXERCICE DE LA PROFESSION

11.1. Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi 90-1258 du 31 décembre 1990, à l'égard des tiers, chaque associé en exercice au sein de la Société répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit. La Société est responsable solidairement avec lui.

11.2. A l'égard de la Société, chaque associé est seul responsable et engage l'ensemble de son patrimoine au titre des actes professionnels qu'il accomplit ou que ses collaborateurs ou salariés placés sous son autorité accomplissent.

11.3. Un avocat associé exerçant au sein de la Société doit lui consacrer toute son activité professionnelle et ne peut être collaborateur ou salarié d'un autre avocat. Il exerce son activité au nom de la Société et doit indiquer dans tous ses actes professionnels la dénomination sociale de la Société.

ARTICLE 12 - GERANCE

12.1. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, obligatoirement personnes physiques.

Le ou les gérants doivent être des associés exerçant leur profession au sein de la Société, sauf dans le cas où plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société est détenue dans les conditions prévues au 10 et 30 du 1 l'article 6 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

Ce ou ces gérants sont nommés par une décision collective des associés prise à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Cette décision fixe la durée de leur mandat.

12.2. Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément s'ils sont plusieurs, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social. A cet effet, ils disposent de la signature sociale dont ils ne peuvent faire usage que pour les affaires de la Société et dans les limites ci-dessus.

12.3. Le ou les gérants sont chargés d'organiser des réunions périodiques entre l'ensemble des avocats en exercice au sein de la Société afin que ceux-ci puissent s'informer et être informés de l'ensemble de l'activité de la Société.

En cas de conflit entre les gérants sur un engagement quelconque de la Société, la question litigieuse est soumise immédiatement à l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement qui tranche souverainement.

ARTICLE 13 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Le gérant peut être rémunéré, indépendamment de ses frais de représentation, voyages et déplacements, par un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux. Le taux et les modalités de ce traitement sont fixés par décision ordinaire des associés et maintenus jusqu'à décision contraire.

ARTICLE 14 - CESSATION DES FONCTIONS DE GERANT

14.1. Le gérant peut démissionner de ses fonctions, à charge de prévenir les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

14.2. Le gérant est toujours révocable par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

14.3. En cas de décès, révocation ou retraite volontaire d'un gérant ou d'infirmité ou de maladie dûment constatée l'empêchant d'exercer ses fonctions pendant six mois consécutifs, les associés doivent être consultés à la diligence du ou des gérants restés en fonction ou, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la diligence de l'un des associés, à l'effet de pourvoir éventuellement au remplacement. En outre, en cas de décès du gérant unique, tout associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, convoque l'assemblée des associés à la seule fin de procéder au remplacement du gérant.

14.4. Le mandat d'un gérant cesse immédiatement, automatiquement et de plein droit s'il cesse d'être en activité au sein de la Société, sauf dans le cas où plus de la moitié du capital et des droits de vote de la Société est détenue dans les conditions prévues au 1° et au 30 du 1 de l'article 6 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

15.1. Les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, d'un vote par écrit, d'une assemblée ou du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, les associés doivent obligatoirement être réunis en assemblée pour l'approbation annuelle des comptes de l'exercice écoulé ou lorsque la réunion d'une assemblée a été demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins un dixième des associés, le dixième des parts sociales.

15.2. En cas de consultation par écrit, la gérance adresse au dernier domicile connu de chacun des associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Ces derniers ont un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote à la gérance. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

15.3. En cas de réunion d'assemblée, la convocation est faite quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chacun des associés avec mention de l'ordre du jour et des lieux, jour et heure de la réunion.

15.4. Chaque associé peut participer, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, à toutes les décisions collectives, quelles qu'elles soient, et dispose d'autant de voix qu'il possède et représente de parts, sans limitation.

15.5. Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés, exclusions d'associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en société d'exercice libéral par actions simplifiée ou en société civile professionnelle,
- s'il s'agit d'agréer de nouveaux associés, selon les cas exposés à l'article 9 des présents statuts, à la majorité des trois quarts des associés exerçant leur profession au sein de la Société, ou à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales,
- à la majorité des deux tiers des parts sociales pour toutes les autres décisions extraordinaires.

15.6. Décisions collectives ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ayant trait à la gestion de la Société. La révocation du gérant statutaire ou non relève également des décisions ordinaires.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être acceptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf en cas de révocation d'un gérant, la décision devant dans ce cas être prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

15.7. Lorsque la Société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par des décisions unilatérales.

15.8. Les délibérations des associés font l'objet de procès-verbaux contenant les mentions prévues par l'article R 223-24 du code de commerce qui sont établis soit sur un registre spécial préalablement Coté et paraphé par le Bâtonnier du Barreau de Paris ou par son délégué, soit sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées par le Bâtonnier du Barreau de Paris ou par son délégué (décret n°93-492 du 25 mars 1993, art.34, al. 1).

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice sera clos le 31 décembre 2018.

ARTICLE 17 - BENEFICE DISTRIBUABLE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 18 - REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Sur décision

de l'assemblée générale, le surplus est réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable et peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dans les mêmes conditions que ci-dessus.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés exerçant la profession au sein de la Société, ainsi que leurs ayants droit devenus associés, peuvent mettre à la disposition de la Société, au titre de comptes d'associés, des sommes dont le montant ne pourra excéder trois fois celui de leur participation au capital social.

Ce montant est limité à la participation au capital social pour tout autre associé (décret 92-704 du 23 juillet 1992).

Conformément à la loi, ces sommes ne pourront être retirées par les premiers qu'après un préavis de six mois et par les seconds de un an.

ARTICLE 20 – LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, hormis les cas prévus aux articles 1844-4 et 1844-5, 3^{ème} alinéa du code civil.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale ordinaire des associés ou, à défaut, par décision de justice et choisis parmi les associés avocats de la Société exerçant ou non leur profession au sein de la Société.

Cette nomination met fin aux fonctions des gérants et des commissaires aux comptes s'il en existe. La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par la loi.

Le montant des capitaux propres subsistant après paiement du passif et des charges sociales et remboursement des associés du montant nominal non amorti des parts est réparti entre lesdits associés.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS – ARBITRAGE

Tout différend né de la conclusion, de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, et/ou de ses conséquences, sera, en l'absence de conciliation, soumis à l'arbitrage du bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris, selon les modalités définies au Règlement d'arbitrage du bâtonnier tel que figurant à l'Annexe XIX du Règlement Intérieur du Barreau de Paris.

ARTICLE 22 - OPTION A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

La Société opte pour son assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

ARTICLE 23 - CONDITION SUSPENSIVE

La Société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au Tableau de l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris. La demande d'inscription doit être établie conformément aux dispositions des articles 4 et suivants du décret n°93-492 du 25 mars 1993.